

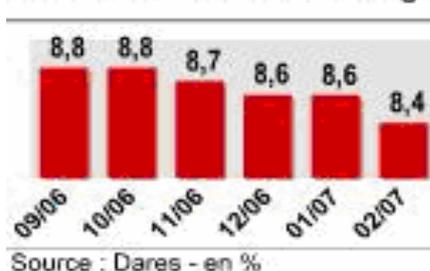
Le taux de chômage ramené à 8,4 % à fin février

A moins d'un mois de l'élection présidentielle, le gouvernement s'apprête à quitter le pouvoir sur un niveau de chômage au plus bas depuis vingt-quatre ans

Soumis à la réserve, le gouvernement devrait cependant avoir toutes les chances de se réjouir de la poursuite de la baisse du chômage en février, un mouvement entamé depuis près de deux ans. A moins d'un mois de l'élection présidentielle, il s'apprête à quitter le pouvoir sur un niveau de chômage historiquement bas.

Après une légère hausse en janvier (1.200 chômeurs), le nombre de demandeurs d'emploi est en effet reparti nettement à la baisse, ce qui permet de ramener le taux de chômage de

Evolution du taux de chômage



8,6 % à 8,4 % de la population active, au sens du BIT. Ce taux n'avait pas été atteint depuis juin 1983. Il représente une baisse de 19.900 demandeurs d'emploi de catégorie 1 (immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée et à temps plein) qui sert de baromètre officiel. Il y avait donc, à fin février, 2.066.100 personnes à la recherche d'un emploi. Il s'agit du plus bas niveau jamais enregistré depuis la création de cette catégorie statistique en 1995.

Toutefois, la réalité de l'ampleur de la baisse du chômage est de plus en plus contestée. Notamment depuis que l'Insee a annoncé le report de six mois de l'enquête qui doit actualiser, chaque année au mois de mars, le niveau du taux de chômage. Ce report a été interprété par le Parti socialiste ainsi que par plusieurs syndicats et associations comme une manipulation politique pour camoufler une moindre baisse du taux de chômage.

Début mars, l'Insee s'expliquait. L'institut indiquait alors que son enquête emploi concluait à un taux de chômage de 9,8% en moyenne sur l'année 2006. Soit un chiffre bien plus élevé que les résultats du gouvernement qui donnent un taux de chômage moyen de 9,1%. Cette "incohérence" entre ces résultats et les sources administratives disponibles ainsi que le taux de réponse "dégradé" ont amené l'Insee à décider d'un report, a justifié l'institut français de la statistique. Quant aux salariés du service statistique du ministère de l'Emploi (Dares), réunis en assemblée générale à la mi-mars, ils estiment que le taux de chômage serait sous-évalué d'au moins 0,3 point.

Les chiffres sont "*de plus en plus artificiels*" et "*farfelus*", juge aujourd'hui Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT. Le collectif d'associations, syndicats et statisticiens ACDC s'attaque pour sa part à la "*focalisation médiatique et politique*" sur le baromètre officiel. "*Les statistiques et les politiques entretiennent un lien étroit : refuser d'avoir des indicateurs plus précis, c'est refuser d'avoir une autre politique de l'emploi*", estime Thomas Coutrot, membre du collectif. Le collectif demande aux candidats de refonder la politique de l'emploi sur d'autres indicateurs qui mesurent l'évolution réelle du marché du travail et qui permettent de sortir du schéma actuel. Ces indicateurs "*ne sont pas tirés du chapeau mais d'un concept très officiel du BIT*", souligne-t-il.

Le gouvernement devrait annoncer un taux de chômage à 8,4 % en février LEMONDE.FR 29.03.07

Selon le site Internet des [Echos](#), jeudi 29 mars, le taux de chômage en France a baissé en février à 8,4 %, contre 8,5 % en janvier. Le ministère de l'emploi a cependant refusé de confirmer cette information, dans l'attente de la publication des chiffres officiels dans la soirée de jeudi. Ce taux, s'il est confirmé, sera le plus bas enregistré depuis 1983.

Le 9 mars, l'Insee avait procédé à une légère révision à la baisse du taux de chômage en janvier, de 8,6 % à 8,5 %, dans le cadre d'un *"toiletage a minima"* des chiffres. Mais la révision plus complète des chiffres du chômage par l'Insee, habituellement effectuée en mars de chaque année, a été repoussée cette année à l'automne, officiellement pour *"des difficultés techniques"*, ce report en pleine campagne électorale ayant provoqué une vive polémique politique et syndicale.

DES STATISTIQUES "DE PLUS EN PLUS ARTIFICIELLES"

De son côté, le collectif ["Les autres chiffres du chômage"](#), pour qui *"la récente baisse du chômage est largement fictive"*, devrait publier, jeudi, une nouvelle "note" *"pour en finir avec 'le chiffre du chômage'"*. *"Il n'existe pas un 'vrai chiffre du chômage', mais une diversité de situations de chômage, de sous-emploi et de précarité, qu'il faut éclairer par quelques indicateurs réguliers et pertinents"*, peut-on lire sur leur site.

Réagissant aux chiffres parus dans *Les Echos*, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a estimé que les statistiques sont *"de plus en plus artificielles"*. *"Nous avons été les premiers à dire que les statistiques ne correspondaient pas à la réalité"*, a-t-il déclaré sur France-Inter. La FSU, un des principaux syndicats de la fonction publique, a demandé mercredi au gouvernement de suspendre la parution des chiffres du chômage en raison de leur caractère *"approximatif"*, selon elle, et de réunir *"d'urgence"* un groupe de travail sur l'adoption de nouveaux indicateurs.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 inscrits à l'ANPE, qui est calculé sur des bases différentes de celles du chômage au sens du Bureau international du travail (BIT), était en janvier de 2 093 200 personnes. La catégorie 1, considérée comme baromètre officiel, compte les demandeurs d'emploi en quête de CDI à temps plein, y compris ceux ayant occupé des "petits boulots" de moins de 78 heures dans le mois. Le chômage au sens du BIT, seule norme permettant des comparaisons internationales, ne prend en compte que les demandeurs d'emploi n'ayant pas du tout travaillé dans le mois, mais intègrent ceux à la recherche d'un CDD ou d'un temps partiel.

Ce sont les chiffres du collectif les Autres chiffres du chômage qui estime que cette proportion "n'a cessé d'augmenter depuis 1990".

Alors que le gouvernement doit rendre public jeudi 29 mars au soir le taux de chômage du mois de février, le collectif ACDC affirme que 51% de la population active se trouve en situation précaire, proportion qui "n'a cessé d'augmenter depuis 1990".

Le collectif les Autres chiffres du chômage (ACDC), qui conteste le taux de chômage donné chaque mois par le gouvernement, affirme que ce chiffre officiel "ne veut rien dire" et qu'il est calculé sur la base de "statistiques manipulées", permettant d'afficher une "baisse du chômage fictive". En effet, selon le collectif, "il n'existe pas un 'vrai chiffre du chômage', mais une diversité de situations de chômage, de sous-emploi et de précarité, qu'il faut éclairer par quelques indicateurs réguliers et pertinents".

Le collectif a donc réalisé sa propre estimation des situations de précarité, rendue public jeudi matin, en s'appuyant sur la définition du Bureau international du travail (BIT) concernant le chômage et "l'emploi inadéquat".

Quatre types de situation

ACDC se base sur des données chiffrées qui datent de 2005. "L'emploi inadéquat recouvre quatre types de situations socialement inacceptables et économiquement injustifiées: les bas salaires (moins de 818 euros pas mois), les contrats précaires, le déclassement professionnel, le travail dangereux pour la santé", précise ACDC dans un document remis à la presse jeudi.

Selon l'estimation du collectif, qui se base sur les définitions du BIT et sur des statistiques officielles, mais précise avoir réalisé ses propres calculs, "11,4 millions de personnes se trouvent en 2005 dans un situation d'emploi inadéquat au sens du BIT". "Si on y ajoute les chômeurs, toujours au sens du BIT", poursuit le collectif, "14 millions de personnes sont touchées par le chômage total ou l'emploi inadéquat, soit 51% de la population active".

"Cette proportion n'a cessé d'augmenter depuis 1990", affirme ACDC. "Au-delà des fluctuations conjoncturelles d'un chômage qui se maintient à un niveau élevé, la qualité des emplois s'est donc continûment dégradée sur la période".

Le collectif ACDC regroupe des syndicats de l'ANPE, de l'INSEE et des associations de soutien aux chômeurs. Il est à l'origine de la polémique lancée depuis décembre dernier sur le chiffre mensuel du chômage publié par le gouvernement dont il prend systématiquement le contre-pied depuis quatre mois. (AP)